



Mission régionale d'autorité environnementale
Auvergne-Rhône-Alpes

**Décision de la mission régionale d'autorité environnementale
après examen au cas par cas relative à l'élaboration du zonage
d'assainissement des eaux pluviales de la commune de Marclopt
(42)**

Décision n°2022-ARA-KKPP-2858

Décision après examen au cas par cas

en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement

La mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable,

Vu la directive n° 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, L. 122-5, R. 122-17 et R. 122-18 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2224-10 et R. 2224-6 à R. 2224-22-6 ;

Vu le décret n°2022-1025 du 20 juillet 2022 substituant la dénomination « Inspection générale de l'environnement et du développement durable » à la dénomination « Conseil général de l'environnement et du développement durable » ;

Vu le décret n° 2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 30 août 2022 portant approbation du règlement intérieur de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) en date des 11 août 2020, 22 septembre 2020, 6 octobre 2020, 19 novembre 2020, 6 avril 2021, 2 juin 2021, 19 juillet 2021, 24 mars 2022 et 5 mai 2022 ;

Vu la décision du 13 septembre 2022 de la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes portant exercice de la délégation prévue à l'article 18 du décret du 20 août 2022 susvisé ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le n°2022-ARA-KKPP-2858, présentée le 29 septembre 2022 par la commune de Marclopt (42), relative à l'élaboration de son zonage d'assainissement des eaux pluviales ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé en date du 8 novembre 2022 ;

Vu la contribution de la direction départementale des territoires de la Loire en date du 9 novembre 2022 ;

Considérant que la commune de Marclopt située dans le département de la Loire à 17 km au nord-est de Montbrison, compte 530 habitants (croissance démographique de +0,9 % par an entre 2013 et 2019) pour une superficie de 8,43 km², est couverte par un plan local d'urbanisme¹ et est comprise au sein de la communauté de communes de Forez Est et dans le périmètre du schéma de cohérence territoriale Sud Loire actuellement en cours d'élaboration ;

Considérant les caractéristiques du territoire concerné :

- présence de la zone Natura 2000 « Milieux alluviaux et aquatique de la Loire, Plaine Forez » ;
- présence d'une Znieff de type 1 « Fleuve Loire et annexes fluviales de Grangent à Balbigny » ;

¹ En date du 9 février 2008.

- présence d'une Znieff de type 2 «Plaine Forez » ;
- présence de zones humides supérieures à 1 ha sur les berges de la Loire et au niveau de Grangent neuve Sud.

Considérant sur le territoire de la commune l'absence de périmètre de protection établi au titre des articles L. 1321-2 et L. 1322-3 du code de la santé publique, concernant les eaux destinées à la consommation humaine et les eaux minérales naturelles ;

Considérant que l'élaboration de ce zonage s'appuie notamment sur la réalisation d'un schéma de gestion des eaux pluviales récent réalisé entre 2021 et 2022, ainsi que sur une étude relative à l'établissement d'un zonage pluvial en date de septembre 2022 ;

Considérant que le projet d'élaboration du zonage d'assainissement des eaux pluviales a pour objet de doter la commune d'un outil de gestion des eaux pluviales permettant ainsi de réduire les impacts des projets d'urbanisation sur l'environnement ;

Considérant que le zonage d'assainissement des eaux pluviales prévoit :

- différents travaux²,
- une gestion des eaux pluviales prioritairement par infiltration,
- préférentiellement le rejet des eaux pluviales à débit régulé vers les eaux superficielles (talweg, fossé) ou à défaut vers le réseau séparatif des eaux pluviales,
- en dernier recours le rejet des eaux pluviales à débit régulé vers les réseaux unitaires avec une dérogation au cas par cas de la collectivité,
- la réduction de l'imperméabilisation des projets par l'emploi de matériaux alternatifs,
- la prise en compte des axes d'écoulement et des exutoires, ainsi que des zones humides, les haies et les plans d'eau.

Concluant

- qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet d'élaboration du zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune de Marclopt (42) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 susvisée ;

2 -Déviation des eaux pluviales issues du bassin versant de Bellegarde-en-Forez au niveau du Châtelard ;

- Création d'un fossé de répartition d'eaux pluviales et réhabilitation du fossé au droit de la Loire ;
- Réhabilitation du fossé exutoire du chemin de Grange Neuve et déviation des eaux pluviales jusqu'à la rue Charles de Gaulle ;
- Amélioration de la gestion des eaux pluviales de la rue Charles de Gaulle ;
- Transformation du fossé de la rue Georges Pompidou.

DÉCIDE :

Article 1^{er}

En application des dispositions du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, le projet d'élaboration du zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune de Marclopt (42), objet de la demande n°2022-ARA-KKPP-2858, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les éventuels projets permis par ce plan des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet d'élaboration du zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune de Marclopt (42) est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3

La présente décision sera mise en ligne sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale. En outre, en application de l'article R.122-18 du code de l'environnement, la présente décision devra être jointe au dossier d'enquête publique ou autre procédure de consultation du public.

Pour la mission régionale d'autorité
environnementale Auvergne-Rhône-
Alpes et par délégation, son membre,



Yves Majchrzak

Voies et délais de recours

1°) Cas d'une décision soumettant à évaluation environnementale

La décision soumettant à évaluation environnementale au titre de l'examen au cas par cas peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet, en application des dispositions combinées de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration et de l'article R. 421-1 du code de justice administrative ;
- d'un recours contentieux direct dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux.

Où adresser votre recours gracieux ?

Madame la présidente de la mission régionale d'autorité environnementale d'Auvergne-Rhône-Alpes, à l'adresse électronique suivante : ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr ou l'adresse postale suivante :

- pour les dossiers relatifs aux départements de l'Ain (01), Drôme (26), Isère (38), Rhône (69), Savoie (73) et Haute-Savoie (74) :
Dreal Auvergne-Rhône-Alpes
Pôle autorité environnementale
69 453 Lyon Cedex 06
- pour les dossiers relatifs aux départements de l'Allier (03), Ardèche (07), Cantal (15), Loire (42), Haute-Loire (43) et Puy-de-Dôme (63) :
Dreal Auvergne-Rhône-Alpes
Pôle autorité environnementale
7 rue Léo Lagrange
63033 Clermont-Ferrand cedex 1

Où adresser votre recours contentieux ?

Madame la présidente du tribunal administratif de Lyon
Palais des Juridictions administratives
184, rue Duguesclin
69433 Lyon Cedex 03

2°) Cas d'une décision dispensant d'évaluation environnementale

La décision dispensant d'évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire :

- elle peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet, en application des dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration ;
- elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisant ou adoptant le plan, schéma ou programme ou document de planification.

Où adresser votre recours gracieux ?

- Madame la présidente de la mission régionale d'autorité environnementale d'Auvergne-Rhône-Alpes (voir supra).

Où adresser votre recours contentieux ?

- Apres du tribunal administratif territorialement competent pour connaitre du recours contentieux contre l'acte approuvant le document de planification (cf. article R. 312-1 du code de justice administrative).